**Article 1.7.1.**

**Pays indemne d'infection par le virus de la peste équine**

Les informations qui suivent doivent être fournies par les États membres de l’OMSA pour étayer les demandes de reconnaissance officielle du statut de pays indemne d'*infection* par le virus de la peste équine, en conformité avec le chapitre 12.1. du *Code terrestre*.

Le dossier soumis à l’OMSA doit répondre de manière concise à chacun des sujets abordés dans les rubriques proposées ci-dessous, afin de décrire la situation réelle dans le pays et les procédures actuellement en vigueur, en expliquant en quoi elles sont en conformité avec le *Code terrestre*.

La terminologie définie dans le *Code terrestre* et le *Manuel terrestre* doit servir de référence, et être utilisée pour la constitution du dossier.

Les réglementations et législations nationales ainsi que les directives de l'*Autorité vétérinaire* peuvent servir de référence et, le cas échéant, figurer en annexes dans une des langues officielles de l’OMSA. Lorsqu'ils existent, des liens internet dirigeant vers des documents justificatifs rédigés dans une des langues officielles de l’OMSA peuvent également être fournis.

Tous les éléments présentés en annexes doivent être fournis dans une des langues officielles de l’OMSA.

Le Délégué de l'État membre faisant la demande de reconnaissance du statut indemne de peste équine pour le pays entier doit démontrer la conformité avec le *Code terrestre*. Concrètement, le Délégué de l'État membre doit soumettre des éléments justificatifs permettant d’établir que les dispositions prévues à l'article 12.1.2. ont été correctement mises en œuvre et supervisées.

Le Délégué de l'État membre doit également soumettre une déclaration indiquant :

1. qu'il n'y a eu aucun *cas* d'*infection* par le virus de la peste équine depuis au moins deux ans ;
2. qu'aucune *vaccination* systématique contre la peste équine n'a été réalisée au cours de l'année écoulée ;
3. et que toutes les importations d'équidés ont été effectuées en conformité avec le chapitre 12.1.

En outre, le Délégué de l'État membre faisant la demande de reconnaissance du statut historiquement indemne de maladie doit présenter des éléments justificatifs permettant d’établir que les dispositions prévues à l'article 1.4.6. du *Code terrestre* ont été correctement mises en œuvre et supervisées.

## 1. Introduction

1. Caractéristiques géographiques (rivières, chaînes de montagnes, etc.). Fournir une description générale du pays et, lorsqu'il y a lieu, de la région, y compris des facteurs physiques, des facteurs géographiques et autres caractéristiques qui sont jugés importants pour l'introduction de l'*infection* et la propagation du virus de la peste équine, en prenant en compte les pays partageant des frontières communes, ainsi que les autres routes épidémiologiques d'introduction potentielle de l'*infection*. Joindre des cartes illustrant les caractéristiques susmentionnées. Préciser si la demande de reconnaissance de statut comprend des territoires qui ne sont pas limitrophes.
2. Données démographiques relatives aux équidés domestiques. Décrire la composition de la *population* équine par espèce (par exemple, chevaux, ânes, mulets, zèbres, etc.) dans chacune des filières.

Les filières équines sont définies par l'utilisation qui est faite des équidés (y compris les ânes, mulets, bardots, zèbres, etc.), à savoir : l'élevage, la compétition, les loisirs, les expositions, le travail (notamment le transport)

et la production. Quelle est la distribution des filières équines (par exemple, densité, etc.) dans le pays ? Le cas échéant, fournir des tableaux et des cartes.

1. Filières équines. Présenter une description générale de l'importance économique relative des filières équines dans le pays. Considérer chaque groupe de filières mentionnées ci-dessous et décrire toutes les évolutions significatives récentes observées dans chacune d'elles (joindre si possible les documents appropriés) :
2. équidés de reproduction ;
3. chevaux de compétition ;
4. équidés de loisirs ;
5. équidés d'exposition ;

 v) équidés de travail, de transport et de production (y compris les ânes, mulets et bardots).

1. Données démographiques relatives à la *faune sauvage*. Quelles sont les espèces d'équidés *sauvages captifs*, *sauvages* ou *féraux* présentes dans le pays ? Fournir des estimations de la taille des *populations* et de leur distribution géographique.

## 2. Système vétérinaire

1. Législation. Fournir un tableau (et si possible, un lien internet) présentant la liste de toutes les réglementations, législations vétérinaires et directives de l'*Autorité vétérinaire* applicables à la peste équine, ainsi qu'une courte description de la portée de chaque texte. Le tableau doit inclure, sans toutefois s'y limiter, la législation relative aux mesures de contrôle de la maladie et aux systèmes d'indemnisation.
2. *Services vétérinaires*. Décrire de quelle manière les *Services vétérinaires* du pays se conforment aux chapitres 1.1., 3.2. et 3.3. du *Code terrestre*. Indiquer comment les *Services vétérinaires* supervisent, contrôlent, mettent en application et assurent le suivi de toutes les actions en rapport avec la peste équine. Chaque fois que possible, présenter des cartes, des figures et des tableaux.
3. Fournir des informations sur toute évaluation PVS menée dans le pays et sur les mesures de suivi dans le cadre du processus PVS. Mettre en évidence les résultats pertinents au regard de la peste équine et des espèces sensibles.
4. Fournir une description de l'engagement et de la contribution des filières, des producteurs, des agriculteurs, y compris pour les exploitations de subsistance ou de petite taille, des gardiens, des *paraprofessionnels vétérinaires*, notamment des travailleurs communautaires en santé animale, et de tout autre groupe d'intérêt impliqué dans la *surveillance* et le contrôle de la peste équine. Donner une description du rôle et de l'organisation des *vétérinaires* du secteur privé, notamment leur nombre et leur distribution, dans la *surveillance* et le contrôle de la peste équine. Joindre une description des programmes de formation continue et de sensibilisation sur la peste équine, pour chacun des groupes concernés.
5. *Identification des animaux*, enregistrement, traçabilité et contrôle des mouvements. Les équidés sont-ils identifiés (individuellement ou au niveau du groupe) ? Fournir une description du système de traçabilité, notamment des méthodes employées pour l'*identification des animaux* et pour l'enregistrement des *exploitations* ou des *troupeaux*, applicable à chaque filière équine. De quelle manière les mouvements des équidés sont-ils contrôlés dans le pays pour chaque filière équine ? Apporter la preuve de l'efficacité de l'*identification des animaux* et des contrôles des mouvements, ainsi qu'un tableau précisant le nombre, les espèces concernées, l'origine et la destination des animaux et de leurs produits qui ont été déplacés dans le pays au cours des 24 mois précédents. Fournir des informations sur le pastoralisme, la transhumance et les itinéraires associés à ces mouvements.

Préciser la stratégie de *gestion des risques* liés aux mouvements non contrôlés d'espèces sensibles (par exemple, migrations saisonnières).

Décrire les actions qu'autorise la législation nationale. Donner des informations sur les mouvements illégaux détectés au cours des 24 derniers mois et sur les actions mises en place.

1. Mouvements d'équidés dans le cadre d'activités de loisirs, d'expositions et de compétitions. Comment les mouvements de ces catégories d'équidés sont-ils contrôlés dans le pays ? Fournir des informations sur les systèmes correspondants et notamment la tenue de registres. Présenter des données sur tous les événements qui impliquent des mouvements internationaux d'équidés.
2. Décrire les systèmes de marché pour la vente ou le transfert de propriété des équidés, notamment lorsqu'ils comportent des déplacements internationaux d'équidés.

## 3. Éradication de la peste équine

1. Historique. Si le pays n'a jamais été confronté à une *infection* par la peste équine ou si aucune *infection* n'est survenue au cours des 25 dernières années, indiquer clairement si le pays demande ou non la reconnaissance du statut historiquement indemne, en vertu de l'article 1.4.6. du *Code terrestre*.

Si une *infection* est survenue au cours des 25 dernières années, présenter une description de l'historique de la peste équine dans le pays, en mettant l'accent sur les années les plus récentes. Le cas échéant, fournir des tableaux et des cartes indiquant la date de première détection, les sources et voies d'introduction de l'*infection*, sa distribution temporelle et spatiale (nombre et localisation des *foyers* par année), les espèces sensibles impliquées, et la date du dernier *cas* ou la date de l'*éradication* dans le pays.

1. Stratégie. Décrire de quelle manière la peste équine a été contrôlée et éradiquée (par exemple, isolement des *cas*, *abattage sanitaire*, zonage, contrôle des mouvements et protection des équidés contre les *vecteurs*). Présenter le calendrier de l'*éradication*. Indiquer et justifier les actions correctives mises en œuvre en réponse à toute incursion antérieure du virus de la peste équine, afin de prévenir l'apparition de nouveaux *foyers* de peste équine.
2. Vaccins et *vaccination*. Répondre brièvement aux questions suivantes :
	1. Existe-t-il une législation interdisant la *vaccination* ? En cas de réponse positive :
		* Indiquer la date à laquelle le recours à la *vaccination* a été officiellement interdit ;
		* Donner des informations sur les cas de *vaccination* illégale qui ont été détectés durant la période de déclaration et les actions adoptées à la suite de ces détections.
	2. La *vaccination* a-t-elle déjà été utilisée dans le pays ? En cas de réponse positive :
		* Indiquer la date de la dernière *vaccination* effectuée ; – Quel était le type de vaccin utilisé ?
		* Quelles espèces ont été vaccinées ?
		* De quelle manière les animaux vaccinés ont-ils été identifiés ?
		* Quel a été le sort réservé à ces animaux ?
	3. De plus, si la *vaccination* a été pratiquée au cours des 24 derniers mois, décrire et justifier la stratégie et le programme de *vaccination*, y compris ce qui suit :
		* les souches vaccinales ;
		* les espèces concernées par la *vaccination* ;
		* la méthode d'identification des animaux vaccinés ;
		* la méthode de certification ou de déclaration des *vaccinations* réalisées et de tenue des registres ; – la démonstration que le vaccin utilisé répond aux exigences du chapitre 3.5.1. du *Manuel terrestre*.
3. Décrire les dispositions légales, l'organisation et la mise en œuvre de la campagne d'*éradication*. Préciser la législation régissant l'*éradication* de la maladie et les différents niveaux d'organisation de la campagne. Indiquer s'il existe des directives opérationnelles détaillées et les récapituler brièvement.

## 4. Diagnostic de la peste équine

Fournir des éléments justificatifs permettant d’établir que les dispositions pertinentes des chapitres 1.1.2., 1.1.3. et 3.5.1. du *Manuel terrestre* sont appliquées. Les points suivants doivent être renseignés :

1. Le diagnostic de *laboratoire* de la peste équine est-il réalisé dans le pays ? Dans l'affirmative, présenter une description générale des *laboratoires* agréés pour la réalisation du dépistage de la maladie dans le pays, en indiquant notamment :
	1. de quelle manière le travail est réparti entre les différents *laboratoires*, la logistique pour l'expédition des échantillons, les procédures de suivi et les délais de communication des résultats ;
	2. informations détaillées sur l'aptitude des *laboratoires* à effectuer des tests, et sur les types de tests réalisés et leurs performances dans le cadre de l'utilisation qui en est faite (spécificité et sensibilité pour chaque type de test) ; préciser le nombre de tests de détection de la peste équine réalisés au cours des

24 derniers mois dans des *laboratoires* nationaux et, le cas échéant, dans des *laboratoires* d'autres pays ;

* 1. procédures d'assurance de la qualité et d'agrément officiel des *laboratoires* ; détailler les systèmes officiels internes de gestion de la qualité (bonnes pratiques de laboratoire, normes ISO, etc.) qui existent ou sont en projet pour ce réseau de *laboratoires* ;
	2. donner des précisions sur les performances lors de tests de validation inter-*laboratoires* (essais circulaires), y compris les résultats les plus récents et, le cas échéant, les mesures correctives appliquées ;
	3. fournir des détails sur la manipulation d'agents pathogènes vivants, notamment une description des mesures de sécurité biologique et de sûreté biologique appliquées ;
	4. présenter un tableau qui, pour chaque *laboratoire*, répertorie les tests qui y ont été réalisés, et qui indique l'agrément pour la qualité et les normes de sécurité biologique appliquées, ainsi que les tests d'aptitude effectués.
1. Si le diagnostic de *laboratoire* de la peste équine n'est pas réalisé dans le pays, indiquer les coordonnées des *laboratoires* situés dans d'autres pays qui assurent ce service, ainsi que les conventions appliquées, concernant notamment la logistique pour l'expédition des échantillons et les délais de communication des résultats.

## 5. Surveillance de la peste équine

Fournir des éléments justificatifs permettant d’établir que la *surveillance* de la peste équine dans le pays est conforme aux dispositions prévues aux articles 12.1.11. à 121.13. du *Code terrestre* et à celles prévues au chapitre 3.5.1. du *Manuel terrestre*. Les informations suivantes doivent être incluses :

1. Quels sont les critères retenus pour émettre une suspicion de peste équine ? Quelle est la procédure de notification (par qui et à qui) et quelles sont les mesures d'incitation au signalement de la maladie ainsi que les sanctions prévues en cas de manquement à l'obligation de déclaration ?
2. Décrire de quelle manière la *surveillance* clinique est réalisée, en indiquant notamment quelles filières équines sont concernées par cette *surveillance* (par exemple, *exploitations*, marchés, foires, *abattoirs*, postes de contrôle, etc.).

Fournir un tableau récapitulatif indiquant, pour les 24 derniers mois, le nombre de suspicions de *cas*, le nombre d'échantillons analysés pour rechercher la peste équine, les espèces concernées, la nature des échantillons, les méthodes d'analyse et les résultats obtenus (notamment le diagnostic différentiel). Indiquer les délais indicatifs d'obtention de la réponse confirmant ou excluant la peste équine, en prenant en compte le temps de réalisation des tests. Détailler les actions de suivi mises en œuvre pour tout résultat suspect ou positif.

1. Autres *surveillances*. Des *surveillances* telles que décrites dans l'article 12.1.13. sont-elles réalisées, et en particulier :
2. *surveillance* sérologique ;

ii) *surveillance* virologique, notamment détection du génome ou d'antigènes ;

iii) animaux sentinelles ;

iv) *surveillance* des *vecteurs*.

Dans l'affirmative, fournir des informations détaillées sur la population ciblée, la prévalence escomptée, le seuil de confiance, la taille de l'échantillon, la stratification, les méthodes de prélèvement et les tests diagnostiques utilisés, en conformité avec les articles 12.1.11. et 12.1.13. du *Code terrestre*. À quelle fréquence ces enquêtes sont-elles conduites ? Quelles sont les espèces d'équidés ciblées ? Les espèces de la *faune sauvage* sont-elles incluses dans ces enquêtes ? Dans la négative, en expliquer les raisons.

Fournir un tableau récapitulatif et des cartes comprenant les résultats détaillés pour au moins les 24 derniers mois. Décrire en détail les procédures pour les mesures de suivi mises en œuvre lors de résultats suspects ou positifs et la manière dont ces résultats sont interprétés et sujets à action. Indiquer les critères de sélection des *populations* qui font l'objet d'une surveillance ciblée et le nombre d'équidés examinés et d'échantillons analysés par les *laboratoires* de diagnostic. Donner des détails sur les méthodes sélectionnées et appliquées pour le suivi des performances du programme de *surveillance*, en précisant les indicateurs utilisés.

1. Donner des informations sur les risques associés aux différentes filières équines. Apporter la preuve que des études ciblées sont réalisées afin de remédier aux lacunes (par exemple, enquêtes sérologiques ciblées, *surveillance* active, études épidémiologiques participatives, *appréciation du risque*, etc.). Démontrer comment les connaissances acquises à la faveur de ces études ont contribué à une mise en œuvre plus efficace des mesures de contrôle.
2. Fournir des détails sur le contrôle des programmes de *surveillance* dont sont chargés les *Services vétérinaires*, y compris les programmes de formation destinés aux personnels impliqués dans la *surveillance* clinique, sérologique, virologique et dans tout autre type de *surveillance*, et sur les approches utilisées pour accroître l'engagement de la communauté dans les programmes de *surveillance* de la peste équine.

## 6. Prévention de la peste équine

Décrire les procédures en place pour prévenir l'introduction de la peste équine dans le pays, en détaillant notamment les points suivants :

1. Coordination avec d'autres pays. Répertorier tous les facteurs pertinents qui doivent être pris en compte, concernant les pays limitrophes (par exemple, étendue du pays, distance séparant la frontière et les *troupeaux* ou les animaux affectés, courants aériens et possible propagation des *vecteurs*). Décrire les activités de coordination, de collaboration et d'échange d'information avec d'autres pays de la même région ou du même écosystème.

Si le pays indemne de peste équine a des frontières communes avec un pays ou une *zone* infecté, décrire les mesures zoosanitaires mises en œuvre pour prévenir efficacement l'introduction de l'agent pathogène ou des *vecteurs*, en prenant en compte les caractéristiques saisonnières des *vecteurs* et l'existence de barrières physiques, géographiques et écologiques.

Le pays compte-t-il des *zones de protection* ? Dans l'affirmative, fournir des informations détaillées sur les mesures appliquées (par exemple, *vaccination*, *surveillance* accrue, contrôle de la densité des espèces sensibles), et joindre une carte géoréférencée de ces *zones*.

1. Décrire les mesures mises en œuvre pour prévenir efficacement l'introduction de l'agent pathogène, en prenant en compte les barrières physiques ou géographiques. Détailler les mesures appliquées afin de prévenir la diffusion de l'agent pathogène à l'intérieur du pays. Apporter la preuve que des mesures sont appliquées pour réduire le risque de transmission de la peste équine sur les marchés, telles qu'un renforcement de la sensibilisation aux mécanismes de transmission de la maladie et aux comportements humains susceptibles d'interrompre la transmission, et la mise en place de bonnes pratiques systématiques de *sécurité biologique*, d'hygiène et de *désinfection* aux points clés des réseaux de production et de commercialisation (généralement lors des mouvements et de la commercialisation des animaux dans le pays ou dans la région).
2. Procédures de contrôle à l'importation

Fournir des informations sur les pays, les *zones* ou les *compartiments* en provenance desquels le pays autorise l'importation d'animaux sensibles ou de leurs produits vers son territoire. Décrire les critères appliqués pour agréer ces pays, ces *zones* ou ces *compartiments*. Indiquer les contrôles effectués lors de l'entrée de ces animaux et de ces produits, puis lors de leurs mouvements ultérieurs sur le territoire. Décrire les mesures à l'importation (par exemple, la quarantaine) et les procédures de test exigées. Indiquer si les animaux importés appartenant à des espèces sensibles sont soumis à une période de quarantaine ou d'isolement et, dans l'affirmative, préciser la durée et le lieu de la quarantaine. Indiquer si des permis d'importation et des *certificats vétérinaires internationaux* sont requis.

Décrire tout autre type de procédure utilisé pour apprécier les *risques* posés par l'importation d'animaux sensibles ou de leurs produits. Fournir des statistiques récapitulatives sur les importations d'animaux sensibles et de leurs produits (importations temporaires et réintroductions incluses) correspondant au minimum aux 24 derniers mois, en spécifiant les pays, les *zones* ou les *compartiments* d'origine, les espèces concernées, le nombre ou le volume et la destination finale dans le pays. Indiquer si des *foyers* de maladie ont été ou non associés aux importations ou aux mouvements transfrontaliers d'équidés domestiques.

* 1. Fournir une carte où sont indiqués le nombre et la localisation de tous les ports, aéroports et postes frontaliers terrestres. Décrire la structure de gestion, les effectifs et les ressources du service responsable des contrôles à l'importation et ses obligations de rendre compte à l’*Autorité vétérinaire*. Décrire les systèmes de communication mis en place entre l’*Autorité vétérinaire* et les *postes aux frontières*, ainsi qu'entre ces différents *postes*.
	2. Indiquer les réglementations et décrire les procédures, ainsi que la nature et la fréquence des contrôles exercés, et les mesures en cas de non-conformité, appliquées au point d'entrée dans le pays ou sur le lieu de destination finale, relatives aux importations et au suivi des *marchandises* ci-dessous :
		+ équidés ;
		+ matériel génétique (semence, ovocytes et embryons d'espèces d'équidés) ;
		+ produits et sous-produits issus d'équidés ; – *produits médico-vétérinaires*.

## 7. Mesures de contrôle et plans d’intervention d'urgence

1. Répertorier toutes les directives écrites, notamment les plans d'intervention d'urgence, dont disposent les *Services vétérinaires* pour faire face à une suspicion de *foyer* ou à un *foyer* confirmé de peste équine ? Le plan d'intervention d'urgence, rédigé dans une des langues officielles de l’OMSA, doit être joint en annexe ; à défaut, un résumé succinct de son contenu doit être fourni. Donner des informations sur tout exercice de simulation relatif à un *foyer* de peste équine, réalisé au cours des cinq années précédentes.
2. En présence d'une suspicion de *foyer* ou d'un *foyer* confirmé de peste équine :
	1. Dans l'attente du diagnostic de confirmation, des mesures de quarantaine sont-elles imposées dans les *exploitations* où se trouvent des suspicions de *cas* ? Quelles sont les autres procédures appliquées en présence de suspicions de *cas* (par exemple, immobilisation du bétail) ?
	2. Indiquer les procédures de prélèvement, de répartition des échantillons et d'analyses qui serviront à identifier et à confirmer la présence de l'agent pathogène ;
	3. Décrire les actions qui seront mises en œuvre pour contrôler la situation sanitaire à l'intérieur et aux abords des *exploitations* où un *foyer* est confirmé ;
	4. Décrire de manière détaillée les procédures de contrôle ou d'*éradication* de la maladie qui seront mises en place (par exemple, le dépistage en amont et en aval du *foyer*, le contrôle des mouvements, la *désinfection* des *exploitations*, des *véhicules* et des équipements, ainsi que les méthodes de vérification, la *vaccination*, l'*abattage sanitaire*, la protection des écuries contre les *vecteurs*, les méthodes d'élimination des carcasses et des autres produits ou matériels contaminés, la décontamination et les campagnes de sensibilisation des exploitants). En cas de *vaccination* d'urgence, indiquer l'origine et le type de vaccins employés et donner des détails sur les systèmes d'approvisionnement en vaccins et les stocks ;
	5. Décrire les critères retenus et les procédures qui seront utilisées pour confirmer qu'un *foyer* est effectivement contrôlé ou éradiqué, y compris les dispositions relatives aux stratégies de repeuplement, au recours à des animaux sentinelles, aux programmes de *surveillance* sérologique, etc. ;
	6. Fournir des détails sur toute indemnisation qui sera octroyée aux propriétaires d'animaux, aux éleveurs, etc. lorsque des animaux sont abattus à des fins de contrôle ou d'*éradication* de la maladie, et indiquer les échéances prévues pour leur règlement ;
	7. Indiquer comment les efforts réalisés en matière de contrôle, notamment ceux concernant la *vaccination* et la *sécurité biologique*, cibleront les points de contrôle essentiels pour la maîtrise des risques.

## 8. Recouvrement du statut indemne

Les États membres faisant une demande de reconnaissance du recouvrement du statut indemne pour le pays entier doivent se conformer aux dispositions prévues à l'article 12.1.5. du *Code terrestre* et fournir les informations détaillées spécifiées dans les sections 3 a), 3 b), 3 c) et 6 du présent questionnaire. Les informations relevant des autres sections ne sont à présenter que si elles sont applicables.

**Article 1.7.2.**

**Zone indemne d'infection par le virus de la peste équine**

Les informations qui suivent doivent être fournies par les États membres de l’OMSA pour étayer les demandes de reconnaissance officielle du statut de *zone* indemne d'*infection* par le virus de la peste équine, en conformité avec le chapitre 12.1. du *Code terrestre*.

Le dossier remis à l’OMSA doit répondre de manière concise à chacun des sujets abordés dans les rubriques proposées ci-dessous, afin de décrire la situation réelle dans le pays et les procédures actuellement en vigueur, en expliquant en quoi elles sont en conformité avec le *Code terrestre*.

La terminologie définie dans le *Code terrestre* et le *Manuel terrestre* doit servir de référence, et être utilisée pour la constitution du dossier.

Les réglementations et législations nationales ainsi que les directives de l'*Autorité vétérinaire* peuvent servir de référence et, le cas échéant, figurer en annexes dans une des langues officielles de l’OMSA. Lorsqu'ils existent, des liens internet dirigeant vers des documents justificatifs rédigés dans une des langues officielles de l’OMSA peuvent également être fournis.

Tous les éléments présentés en annexes doivent être fournis dans une des langues officielles de l’OMSA.

Le Délégué de l'État membre faisant la demande de reconnaissance du statut indemne de peste équine pour une *zone* doit démontrer la conformité avec le *Code terrestre*. Concrètement, le Délégué de l'État membre doit soumettre des éléments justificatifs permettant d’établir que les dispositions prévues à l'article 12.1.2. ont été correctement mises en œuvre et supervisées.

Le Délégué de l'État membre doit également soumettre une déclaration indiquant :

1. qu'il n'y a eu aucun *cas* d'*infection* par le virus de la peste équine dans la *zone* depuis au moins deux ans ;
2. qu'aucune *vaccination* systématique contre la peste équine n'a été réalisée dans la *zone* au cours de l'année écoulée ;
3. et que toutes les importations d'équidés dans la *zone* ont été effectuées en conformité avec le chapitre 12.1.

En outre, le Délégué de l'État membre faisant la demande de reconnaissance du statut historiquement indemne de maladie doit présenter des éléments justificatifs permettant d’établir que les dispositions prévues à l'article 1.4.6. du *Code terrestre* ont été correctement mises en œuvre et supervisées.

## 1. Introduction

1. Caractéristiques géographiques (rivières, chaînes de montagnes, etc.). Fournir une description générale du pays et de la *zone* et, lorsqu'il y a lieu, de la région, y compris des facteurs physiques, des facteurs géographiques et autres caractéristiques qui sont jugés importants pour l'introduction de l'*infection* et la propagation du virus de la peste équine, en prenant en compte les pays ou les *zones* partageant des frontières communes, ainsi que les autres routes épidémiologiques d'introduction potentielle de l'*infection*.

Les limites géographiques de la *zone* et, le cas échéant, de la *zone de protection* doivent être clairement définies. Joindre des cartes illustrant les caractéristiques susmentionnées, notamment une carte numérisée et géoréférencée qui doit être accompagnée d’un texte décrivant de manière précise les limites géographiques de la *zone*.

1. Données démographiques relatives aux équidés domestiques. Décrire la composition de la *population* équine par espèce (par exemple, chevaux, ânes, mulets, zèbres, etc.) dans chacune des filières, dans le pays et dans la *zone*.

Les filières équines sont définies par l'utilisation qui est faite des équidés (y compris les ânes, mulets, bardots, zèbres, etc.), à savoir : l'élevage, la compétition, les loisirs, les expositions, le travail (notamment le transport) et la production. Quelle est la distribution des filières équines (par exemple, densité, etc.) dans le pays et dans la *zone* ? Le cas échéant, fournir des tableaux et des cartes.

1. Filières équines. Présenter une description générale de l'importance économique relative des filières équines dans le pays et dans la *zone*. Considérer chaque groupe de filières mentionnées ci-dessous et décrire toutes les évolutions significatives récentes observées dans chacune d'elles (joindre si possible les documents appropriés) :
2. équidés de reproduction ;
3. chevaux de compétition ;
4. équidés de loisirs ;
5. équidés d'exposition ;

 v) équidés de travail, de transport et de production (y compris les ânes, mulets et bardots).

1. Données démographiques relatives à la *faune sauvage*. Quelles sont les espèces d'équidés *sauvages captifs*, *sauvages* ou *féraux* présentes dans le pays et dans la *zone* ? Fournir des estimations de la taille des *populations* et de leur distribution géographique.

## 2. Système vétérinaire

1. Législation. Fournir un tableau (et si possible, un lien internet) présentant la liste de toutes les réglementations, législations vétérinaires et directives de l'*Autorité vétérinaire* applicables à la peste équine, ainsi qu'une courte description de la portée de chaque texte. Le tableau doit inclure, sans toutefois s'y limiter, la législation relative aux mesures de contrôle de la maladie et aux systèmes d'indemnisation.
2. *Services vétérinaires*. Décrire de quelle manière les *Services vétérinaires* du pays se conforment aux chapitres 1.1., 3.2. et 3.3. du *Code terrestre*. Décrire comment les *Services vétérinaires* supervisent, contrôlent, mettent en application et assurent le suivi de toutes les actions en rapport avec la peste équine. Chaque fois que possible, présenter des cartes, des figures et des tableaux.
3. Fournir des informations sur toute évaluation PVS menée dans le pays et sur les mesures de suivi dans le cadre du processus PVS. Mettre en évidence les résultats pertinents au regard de la peste équine et des espèces sensibles.
4. Fournir une description de l'engagement et de la contribution des filières, des producteurs, des agriculteurs, y compris pour les exploitations de subsistance ou de petite taille, des gardiens, des *paraprofessionnels vétérinaires*, notamment des travailleurs communautaires en santé animale, et de tout autre groupe d'intérêt impliqué dans la *surveillance* et le contrôle de la peste équine. Donner une description du rôle et de l'organisation des *vétérinaires* du secteur privé, notamment leur nombre et leur distribution, dans la *surveillance* et le contrôle de la peste équine. Y joindre une description des programmes de formation continue et de sensibilisation sur la peste équine pour chacun des groupes concernés.
5. *Identification des animaux*, enregistrement, traçabilité et contrôle des mouvements. Les équidés sont-ils identifiés (individuellement ou au niveau du groupe) ? Fournir une description du système de traçabilité, notamment des méthodes employées pour l'*identification des animaux* et pour l'enregistrement des *exploitations* ou des *troupeaux*, applicable à chaque filière équine. De quelle manière les mouvements des équidés sont-ils contrôlés pour chaque filière équine à l'intérieur des *zones*, et entre les *zones* selon que leurs statuts sont identiques ou différents ? Apporter la preuve de l'efficacité de l'*identification des animaux* et des contrôles des mouvements, ainsi qu'un tableau précisant le nombre, les espèces concernées, l'origine et la destination des animaux et de leurs produits qui ont été déplacés dans le pays au cours des 24 mois précédents. Fournir des informations sur le pastoralisme, la transhumance et les itinéraires associés à ces mouvements.

Préciser la stratégie de *gestion des risques* liés aux mouvements non contrôlés d'espèces sensibles (par exemple, les migrations saisonnières).

Décrire les actions qu'autorise la législation nationale. Donner des informations sur les mouvements illégaux détectés au cours des 24 derniers mois et sur les actions mises en place.

1. Mouvements d'équidés dans le cadre d'activités de loisirs, d'expositions et de compétitions. Comment les mouvements de ces catégories d'équidés sont-ils contrôlés dans le pays et dans des *zones* ? Fournir des informations sur les systèmes correspondants et notamment sur la tenue de registres. Présenter des données sur tous les événements qui impliquent des mouvements internationaux d'équidés.
2. Décrire les systèmes de marché pour la vente ou le transfert de propriété des équidés dans le pays et dans des *zones*, notamment lorsqu'ils comportent des déplacements internationaux d'équidés.

## 3. Éradication de la peste équine

1. Historique. Si le pays n'a jamais été confronté à une *infection* par la peste équine ou si aucune *infection* n'est survenue au cours des 25 dernières années, indiquer clairement si la *zone* demande ou non la reconnaissance du statut historiquement indemne, en vertu de l'article 1.4.6. du *Code terrestre*.

Si une *infection* est survenue dans la *zone* au cours des 25 dernières années, présenter une description de l'historique de la peste équine dans le pays et dans la *zone*, en mettant l'accent sur les années les plus récentes. Le cas échéant, fournir des tableaux et des cartes indiquant la date de première détection, les sources et voies d'introduction de l'*infection*, sa distribution temporelle et spatiale (nombre et localisation des *foyers* par année), les espèces sensibles impliquées, et la date du dernier *cas* ou la date de l'*éradication* dans la *zone*.

1. Stratégie. Décrire comment la peste équine a été contrôlée et éradiquée dans la *zone* (par exemple, isolement des *cas*, *abattage sanitaire*, zonage, contrôle des mouvements et protection des équidés contre les *vecteurs*). Préciser le calendrier de l'*éradication*. Indiquer et justifier les actions correctives mises en œuvre en réponse à toute incursion antérieure du virus de la peste équine, afin de prévenir l'apparition de nouveaux *foyers* de peste équine.
2. Vaccins et *vaccination*. Répondre brièvement aux questions suivantes :
	1. Existe-t-il une législation interdisant la *vaccination* ? En cas de réponse positive :
		* Indiquer la date à laquelle le recours à la *vaccination* a été officiellement interdit ;
		* Donner des informations sur les cas de *vaccination* illégale qui ont été détectés durant la période de déclaration et les actions adoptées à la suite de ces détections.
	2. La *vaccination* a-t-elle déjà été utilisée dans le pays ? En cas de réponse positive :
		* Indiquer la date de la dernière *vaccination* effectuée ;
		* Quel type de vaccin a été utilisé dans la *zone* et dans le reste du pays ?
		* Quelles espèces animales ont été vaccinées ?
		* De quelle manière les animaux vaccinés ont-ils été identifiés ?
		* Quel a été le sort réservé à ces animaux ? iii) De plus, si la *vaccination* a été pratiquée au cours des 24 derniers mois, décrire et justifier la stratégie et le programme de *vaccination*, y compris ce qui suit :
		* les souches vaccinales ;
		* les espèces concernées par la *vaccination* ;
		* la méthode d'identification des animaux vaccinés ;
		* la méthode de certification ou de déclaration des *vaccinations* réalisées et de tenue des registres ;
		* la démonstration que le vaccin utilisé répond aux exigences du chapitre 3.5.1. du *Manuel terrestre*.
3. Décrire les dispositions légales, l'organisation et la mise en œuvre de la campagne d'*éradication*. Préciser la législation régissant l'*éradication* de la maladie et les différents niveaux d'organisation de la campagne. Indiquer s'il existe des directives opérationnelles détaillées et les récapituler brièvement.

## 4. Diagnostic de la peste équine

Fournir des éléments justificatifs permettant d’établir que les dispositions pertinentes des chapitres 1.1.2., 1.1.3. et 3.5.1. du *Manuel terrestre* sont respectées. Les points suivants doivent être renseignés :

1. Le diagnostic de *laboratoire* de la peste équine est-il réalisé dans le pays ? Dans l'affirmative, présenter une description générale des *laboratoires* agréés pour la réalisation du dépistage de la maladie dans le pays. Indiquer les *laboratoires* où sont analysés les échantillons provenant de la *zone*. Renseigner les points suivants :
	1. de quelle manière le travail est réparti entre les différents *laboratoires*, la logistique pour l'expédition des échantillons, les procédures de suivi et les délais de communication des résultats ;
	2. informations détaillées sur l'aptitude des *laboratoires* à effectuer des tests, et sur les types de tests réalisés et leurs performances dans le cadre de l'utilisation qui en est faite (spécificité et sensibilité pour chaque type de test) ; préciser le nombre de tests de détection de la peste équine réalisés au cours des 24 derniers mois dans des *laboratoires* nationaux et, le cas échéant, dans des *laboratoires* d'autres pays ;
	3. procédures d'assurance de la qualité et d'agrément officiel des *laboratoires* ; détailler les systèmes officiels internes de gestion de la qualité (bonnes pratiques de laboratoire, normes ISO, etc.) qui existent ou sont en projet pour ce réseau de *laboratoires* ;
	4. donner des précisions sur les performances lors de tests de validation inter-*laboratoires* (essais circulaires), y compris les résultats les plus récents et, le cas échéant, les mesures correctives appliquées ;
	5. fournir des détails sur la manipulation d'agents pathogènes vivants, notamment une description des mesures de sécurité biologique et de sûreté biologique appliquées ;
	6. présenter un tableau qui, pour chaque *laboratoire*, répertorie les tests qui y ont été réalisés, et qui indique l'agrément pour la qualité et les normes de sécurité biologique appliquées, ainsi que les tests d'aptitude effectués.
2. Si le diagnostic de *laboratoire* de la peste équine n'est pas réalisé dans le pays, indiquer les coordonnées des *laboratoires* situés dans d'autres pays qui assurent ce service, ainsi que les conventions appliquées, concernant notamment la logistique pour l'expédition des échantillons et les délais de communication des résultats.

## 5. Surveillance de la peste équine

Fournir des éléments justificatifs permettant d’établir que la *surveillance* de la peste équine dans la *zone* est conforme aux dispositions prévues aux articles 12.1.11. à 12.1.13. du *Code terrestre* et à celles prévues au chapitre 3.5.1. du *Manuel terrestre*. Les informations suivantes doivent être incluses :

1. Quels sont les critères retenus pour émettre une suspicion de peste équine ? Quelle est la procédure de notification (par qui et à qui) et quelles sont les mesures d'incitation au signalement de la maladie ainsi que les sanctions prévues en cas de manquement à l'obligation de déclaration ?
2. Décrire de quelle manière la *surveillance* clinique est réalisée, en indiquant notamment quelles filières équines sont concernées par cette *surveillance* (par exemple, *exploitations*, marchés, foires, *abattoirs*, postes de contrôle, etc.).

Fournir un tableau récapitulatif indiquant, pour les 24 derniers mois, le nombre de suspicions de *cas*, le nombre d'échantillons analysés pour rechercher la peste équine, les espèces concernées, la nature des échantillons, les méthodes d'analyse et les résultats obtenus (notamment le diagnostic différentiel). Indiquer les délais indicatifs d'obtention de la réponse confirmant ou excluant la peste équine, en prenant en compte le temps de réalisation des tests. Détailler les actions de suivi mises en œuvre pour tout résultat suspect ou positif.

1. Autres *surveillances*. Des *surveillances* telles que décrites dans l'article 12.1.13. sont-elles réalisées, et plus spécifiquement :
	1. *surveillance* sérologique ;
	2. *surveillance* virologique, notamment détection du génome ou d'antigènes ;
	3. animaux sentinelles ;
	4. *surveillance* des *vecteurs*.

Dans l'affirmative, fournir des informations détaillées sur la population ciblée, la prévalence escomptée, le seuil de confiance, la taille de l'échantillon, la stratification, les méthodes de prélèvement et les tests diagnostiques utilisés, en conformité avec les articles 12.1.11. et 12.1.13. du *Code terrestre*. À quelle fréquence ces enquêtes sont-elles conduites ? Quelles sont les espèces d'équidés ciblées ? Les espèces de la *faune sauvage* sont-elles incluses dans ces enquêtes ? Dans la négative, en expliquer les raisons.

Fournir un tableau récapitulatif et des cartes présentant des résultats détaillés pour au moins les 24 derniers mois. Décrire en détail les procédures pour les mesures de suivi mises en œuvre lors de résultats suspects ou positifs et la manière dont ces résultats sont interprétés et sujets à action. Indiquer les critères de sélection des *populations* qui font l'objet d'une surveillance ciblée et le nombre d'équidés examinés et d'échantillons analysés par les *laboratoires* de diagnostic. Donner des détails sur les méthodes sélectionnées et appliquées pour le suivi des performances du programme de *surveillance*, en précisant les indicateurs utilisés.

1. Donner des informations sur les risques associés aux différentes filières équines. Apporter la preuve que des études ciblées sont réalisées pour remédier aux lacunes (par exemple, enquêtes sérologiques ciblées, *surveillance* active, études épidémiologiques participatives, *appréciation du risque*, etc.). Démontrer comment les connaissances acquises à la faveur de ces études ont contribué à une mise en œuvre plus efficace des mesures de contrôle.
2. Fournir des détails sur le contrôle des programmes de *surveillance* dont sont chargés les *Services vétérinaires*, y compris les programmes de formation destinés aux personnels impliqués dans la *surveillance* clinique, sérologique, virologique, et sur les approches utilisées pour accroître l'engagement de la communauté dans les programmes de *surveillance* de la peste équine.

## 6. Prévention de la peste équine

Décrire les procédures en place pour prévenir l'introduction de la peste équine dans le pays ou dans la *zone*, en détaillant notamment les points suivants :

1. Coordination avec d'autres pays. Répertorier tous les facteurs importants qui doivent être pris en compte, concernant les pays et les *zones* limitrophes (par exemple, étendue du pays, distance séparant la frontière et les *troupeaux* ou les animaux affectés, courants aériens et possible propagation des *vecteurs*). Décrire les activités de coordination, de collaboration et d'échange d'information avec d'autres pays et d'autres *zones* de la même région ou du même écosystème.

Si la *zone* indemne de peste équine est établie dans un pays infecté par la peste équine ou partage des frontières communes avec un pays ou une *zone* infecté, décrire les mesures zoosanitaires mises en œuvre pour prévenir efficacement l'introduction de l'agent pathogène ou des *vecteurs*, en prenant en compte les caractéristiques saisonnières des *vecteurs* et l'existence de barrières physiques, géographiques et écologiques.

Le pays compte-t-il des *zones de protection* ? Dans l'affirmative, indiquer si les *zones de protection* sont incluses ou non dans les *zones* indemnes de peste équine proposées. Fournir des informations détaillées sur les mesures appliquées (par exemple, *vaccination*, *surveillance* accrue, contrôle de la densité des espèces sensibles), et joindre une carte géoréférencée de ces *zones*.

1. Décrire les mesures mises en œuvre pour prévenir efficacement l'introduction de l'agent pathogène, en prenant en compte les barrières physiques ou géographiques. Détailler les mesures appliquées afin de prévenir la diffusion de l'agent pathogène à l'intérieur du pays ou de la *zone*. Apporter la preuve que des mesures sont appliquées pour réduire le risque de transmission de la peste équine sur les marchés, telles qu'un renforcement de la sensibilisation aux mécanismes de transmission de la peste équine et aux comportements humains susceptibles d'interrompre la transmission, et la mise en œuvre de bonnes pratiques systématiques de *sécurité biologique*, d'hygiène et de *désinfection* aux points clés des réseaux de production et de commercialisation (généralement lors des mouvements et de la commercialisation des animaux dans le pays ou dans la région).
2. Procédures de contrôle à l'importation

Fournir des informations sur les pays, les *zones* ou les *compartiments* en provenance desquels le pays autorise l'importation d'animaux sensibles ou de leurs produits vers son territoire ou vers des *zones* spécifiques. Décrire les critères appliqués pour agréer ces pays, ces *zones* ou ces *compartiments*. Indiquer les contrôles effectués lors de l'entrée de ces animaux et de ces produits, puis lors de leurs mouvements ultérieurs sur le territoire. Décrire les mesures à l'importation (par exemple, la quarantaine) et les procédures de test exigées. Indiquer si les animaux importés appartenant à des espèces sensibles sont soumis à une période de quarantaine ou d'isolement et, dans l'affirmative, préciser la durée et le lieu de la quarantaine.

Indiquer si des permis d'importation et des *certificats vétérinaires internationaux* sont requis.

Décrire toute autre procédure utilisée pour apprécier les *risques* posés par l'importation d'animaux sensibles ou de leurs produits. Fournir des statistiques récapitulatives sur les importations d'animaux sensibles et de leurs produits (importations temporaires et réintroductions incluses) correspondant au minimum aux 24 derniers mois, en spécifiant les pays, les *zones* ou les *compartiments* d'origine, les espèces concernées, le nombre ou le volume et la destination finale dans le pays ou dans la *zone*. Indiquer si des *foyers* de maladie ont été ou non associés aux importations ou aux mouvements transfrontaliers d'équidés domestiques.

* 1. Fournir une carte où sont indiqués le nombre et la localisation de tous les ports, aéroports et postes frontaliers terrestres. Décrire la structure de gestion, les effectifs et les ressources du service responsable des contrôles à l'importation et ses obligations de rendre compte à l’*Autorité vétérinaire*. Décrire les systèmes de communication mis en place entre l’*Autorité vétérinaire* et les *postes aux frontières*, ainsi qu'entre ces différents *postes*.
	2. Indiquer les réglementations et décrire les procédures, ainsi que la nature et la fréquence des contrôles exercés, et les mesures en cas de non-conformité, appliquées au point d'entrée dans la *zone* ou sur le lieu de destination finale, relatives aux importations et au suivi des *marchandises* ci-dessous :
		+ équidés ;
		+ matériel génétique (semence, ovocytes et embryons d'espèces d'équidés) ;
		+ produits et sous-produits issus d'équidés ;
		+ *produits médico-vétérinaires*.

## 7. Mesures de contrôle et plans d'intervention d'urgence

1. Répertorier toutes les directives écrites, notamment les plans d'intervention d'urgence, dont disposent les *Services vétérinaires* pour faire face à une suspicion de *foyer* ou à un *foyer* confirmé de peste équine. Le plan d'intervention d'urgence, rédigé dans une des langues officielles de l’OMSA, doit être joint en annexe ; à défaut, un résumé succinct de son contenu doit être fourni. Donner des informations sur tout exercice de simulation relatif à un *foyer* de peste équine, réalisé au cours des cinq années précédentes.
2. En présence d'une suspicion de *foyer* ou d'un *foyer* confirmé de peste équine :
	1. Dans l'attente du diagnostic de confirmation, des mesures de quarantaine sont-elles imposées dans les *exploitations* où se trouvent des suspicions de *cas* ? Quelles sont les autres procédures appliquées pour ce qui concerne les suspicions de *cas* (par exemple, immobilisation du bétail) ?
	2. Indiquer les procédures de prélèvement, de répartition des échantillons et d'analyses qui serviront à identifier et à confirmer la présence de l'agent pathogène ;
	3. Décrire les actions qui seront mises en œuvre pour contrôler la situation sanitaire à l'intérieur et aux abords des *exploitations* où un *foyer* est confirmé ;
	4. Décrire de manière détaillée les procédures de contrôle ou d'*éradication* de la maladie qui seront mises en place (par exemple, le dépistage en amont et en aval du *foyer*, le contrôle des mouvements, la *désinfection* des *exploitations*, des *véhicules* et des équipements, ainsi que les méthodes de vérification, la *vaccination*, l'*abattage sanitaire*, la protection des écuries contre les *vecteurs*, les méthodes d'élimination des carcasses et des autres produits ou matériels contaminés, la décontamination et les campagnes de sensibilisation des exploitants). En cas de *vaccination* d'urgence, indiquer l'origine et le type de vaccins employés et donner des détails sur les systèmes d'approvisionnement en vaccins et les stocks ;
	5. Décrire les critères retenus et les procédures qui seront utilisées pour confirmer qu’un *foyer* est effectivement contrôlé ou éradiqué, y compris les dispositions relatives aux stratégies de repeuplement, au recours à des animaux sentinelles, aux programmes de *surveillance* sérologique, etc. ;
	6. Fournir des détails sur toute indemnisation qui sera octroyée aux propriétaires, aux éleveurs, etc.

lorsque des animaux sont abattus à des fins de contrôle ou d'*éradication* de la maladie, et indiquer les échéances prévues pour leur règlement ;

* 1. Indiquer comment les efforts réalisés en matière de contrôle, notamment ceux concernant la *vaccination* et la *sécurité biologique*, cibleront les points de contrôle essentiels pour la maîtrise des risques.

## 8. Recouvrement du statut indemne

Les États membres faisant une demande de reconnaissance du recouvrement du statut indemne pour une *zone* doivent se conformer aux dispositions prévues à l'article 12.1.5. du *Code terrestre* et fournir les informations détaillées spécifiées dans les sections 3 a), 3 b), 3 c) et 6 du présent questionnaire. Les informations relevant des autres sections ne sont à présenter que si elles sont applicables.